

La charte de Paris pour une nouvelle Europe

Les 34 chefs d'Etat et de gouvernement, réunis depuis lundi dans le cadre de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, doivent adopter demain la « charte de Paris pour une nouvelle Europe ». Pour les 34 (tous les pays européens sauf l'Albanie, plus les Etats-Unis et le Canada), il s'agit avant tout de souligner la nécessité d'un « nouveau départ » pour l'Europe de l'après-guerre froide.

Proclamant que « l'ère de la confrontation et de la division en Europe est révolue », les 34 affirment que leurs relations seront désormais fondées sur le respect et la coopération. Ils réitèrent leur engagement à ne pas recourir « à la menace ou à l'emploi de la force ».

Le document insiste sur le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Il souligne la nécessité de consolider la démocratie, « comme seul système de gouvernement », à travers des élections libres à intervalles réguliers et encourage la transition vers l'économie de marché. Les 34 consacrent un développement aux problèmes des minorités qui ont resurgi à la suite des bouleversements à l'Est. Une réunion d'experts devrait se tenir sur ce thème à Genève en juillet 1991. Ils prennent acte avec « satisfaction » du règlement des aspects externes de l'unification allemande par le traité signé à Moscou le 12 septembre dernier, estimant que l'unité nationale de l'Allemagne est une « contribution importante » au nouvel ordre européen.

Dans le domaine de la sécurité, les 34 se félicitent de la signature, lundi, de l'accord sur la réduction des armements conventionnels en Europe. Ils décident également d'entamer, après la prochaine conférence-bilan d'Helsinki en 1992, de nouvelles négociations sur le désarmement qui seront ouvertes à tous les membres de la CSCE, alors qu'elles ne concernent actuellement que les 22 membres des deux alliances.

Pour ce qui est du développement des structures de la CSCE, la principale instance sera un « Conseil des ministres » des Affaires étrangères qui se réunira au moins une fois par an. Sa première réunion doit avoir lieu à Berlin l'été prochain.